

Monsieur le Président du Conseil municipal,

Madame, Monsieur la Conseillère et les Conseillers administratifs,

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Je ne pensais pas à avoir à prendre la parole aussi tôt dans ma toute nouvelle législature, mais le sujet m'a suffisamment interpellée pour le faire. Me voici donc pour vous expliciter la résolution proposée par l'Alternative ce jour.

La question de la modification de zone du Vengeron nous interpelle en tant que Genevois, et nous rappelle à nos responsabilités en tant que citoyen de notre canton ayant le privilège d'habiter une commune jouxtant le lac, et ayant ainsi - je pèse mes mots - **un rôle de gardien de ses rives**.

Le Vengeron est un des accès historiques au lac pour la population genevoise. Cela fait près de 30 ans que je passe à côté, et combien de fois j'ai pu constater l'immense popularité de ce lieu, où se retrouvent les familles, dès qu'un rayon de soleil permet une grillade en plein air. On retrouve facilement le Vengeron sur les sites internet, cité comme accès au lac pour les Genevois, au même titre que Baby-Plage, les Bains de Pâquis ou Genève-Plage. On le retrouve même sur des sites répertoriant les plus belles plages de Suisse Romande, surtout en raison de sa vue, qui s'étend jusqu'au jet d'eau. Je cite le site internet loisirs.ch : « Un vaste tapis d'herbe, de larges escaliers en pierre qui se fraient un chemin au lac, un panorama imprenable avec le jet d'eau en point de mire... pas étonnant que cette plage soit bondée dès les premiers rayons d'été ».

Le Vengeron, est donc un haut lieu de loisirs au bord du lac pour les Genevois, mais il est pourtant voué, dans ce projet de modification de zone, à céder 60% de sa surface pour des activités nautiques et portuaires, ceci alors qu'on vient de créer la plage des Eaux-Vives pour répondre au manque d'accès à l'eau pour les habitants de la Ville. L'accès au lac est donc amélioré Rive Gauche et Rive Droite, on prévoit de le diminuer .... ceci est bien étonnant, d'autant plus que des projets immobiliers de plusieurs milliers de logements sont en cours du même côté.

La question de la diminution de surface de verdure est soulignée dans notre résolution, car le Vengeron présente actuellement une surface de 3 hectares, ce qui correspond à l'aire minimum permettant l'aménagement d'un accès au lac pour le large public selon l'avis des experts dans ce domaine. Or, la modification de zone réduit cette surface à 1 hectare et prive ainsi les Genevois d'une possibilité unique sur leur rive droite ...

Cet aspect spécifique n'a pas été pris en compte dans le débat qui a mené à la demande de modification de zone ; dans le rapport préliminaire, le Vengeron se trouve hors périmètre des lieux envisageables pour une amélioration de l'accès à l'eau, il ne figure que dans sa qualité d'accueil pour les entreprises lacustres, et se retrouve tacitement assimilé aux sites trop éloignés du centre-ville et mal desservi par les transports en commun, alors que ceci ne correspond pas à la réalité. Comme je l'ai déjà dit, le Vengeron fait partie des sites investis par les Genevois, y compris de la Ville, et le Lemman Express le place à moins de 15 minutes du centre-ville, avec une piste cyclable qui y mène facilement en 15 minutes également. Je trouve d'ailleurs que dans ce rapport préliminaire, le Vengeron est si absent de la discussion sur l'accès au lac pour la population, qu'on en vient à penser que son destin avait déjà été scellé auparavant. Ainsi le projet de modification de zone répond aux impératifs du canton de repositionnement des entreprises lacustres, au besoin d'augmentation des places d'amarrages de bateaux de plaisance et à la volonté de la Ville de passer - je cite - « d'une vision utilitaire des rives et quais (parking, container de déchets, dépôts divers, etc.) à celle d'un

espace urbain majeur au service de la nature, de la promenade et de la détente » - fin de citation - . Comme compensation à la perte de plus de 50% de la surface de détente du Vengeron et à l'atteinte à la beauté du site, le Canton prévoit des aménagements minimes (un bétonnage des enrochements et la mise en place de quelques douches), ceci alors qu'aucune étude approfondie (comme celles faite pour les autres sites autour du Petit Lac) n'a été pratiquée.

Cette résolution ne vise pas à nier les besoins utilitaires de la Ville et du Canton, mais plaide pour que ceux-ci soient mis en balance avec les besoins des quartiers et des communes urbaines de la rive droite où d'énormes projets immobiliers sont en cours, et que cette modification de zone prive du dernier endroit pouvant accueillir une large plage.

Je vous demande donc, Mesdames et Messieurs, d'accepter cette résolution, afin qu'elle soit transmise au Conseil d'Etat et que notre commune suscite ainsi un débat qui n'a pas eu lieu.

Laura Mach, conseillère municipale pour l'Alternative

15 septembre 2020, à Chambésy.